

Le front serbe de l'impérialisme environnemental européen - la lutte autour des projets d'extraction de lithium dans la vallée de la Jadar.

jeudi 26 décembre 2024, par [BOKES Jakub](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2024).

Le projet d'extraction du lithium dans l'ouest de la Serbie a mis le public serbe en conflit avec le géant minier Rio Tinto, l'Union européenne et son propre gouvernement.

L'industrie « verte » slovaque, soutenue par le gouvernement slovaque et le commissaire slovaque au Pacte vert pour l'Europe, Maroš Šefčovič, s'intéresse également au lithium, dont l'extraction aurait des impacts négatifs significatifs sur l'environnement serbe.

Comment la solidarité civique slovaque devrait-elle se manifester envers les habitants de Serbie qui luttent pour la protection de leur environnement, compte tenu de la nécessité de transition vers une économie bas carbone ?

« Nous te poursuivrons jusqu'à ce que tu disparaisses, ordure. » C'est le message qu'a reçu l'activiste serbe Aleksandar Matković le 14 août d'un numéro anonyme. Quelques heures plus tard, un autre message est arrivé : « Comment va la lutte contre Rio Tinto ? » À ce moment-là, Matković a su que les menaces étaient liées à son activisme contre le projet de Rio Tinto d'extraire du lithium dans la vallée de Jadar, à l'ouest de la Serbie, un projet également soutenu par le gouvernement serbe.

Les activistes serbes ont déjà une fois vaincu le géant minier Rio Tinto. Des manifestations massives à travers la Serbie en 2021 ont forcé le gouvernement serbe à arrêter la construction d'une mine de lithium dans la vallée de Jadar. Le lithium est l'un des principaux composants des batteries ioniques, c'est pourquoi il est devenu ces dernières années une matière première clé pour la transition vers une économie bas carbone. Cependant, son extraction a de nombreux impacts négatifs sur l'environnement : de la pollution de l'air à la contamination de l'eau et du sol.

Les tensions croissantes entre l'Union européenne et la Chine, qui est actuellement le leader dans le développement des technologies bas carbone, ont encore augmenté l'importance stratégique du lithium serbe pour l'industrie européenne. En juillet de cette année, le vice-président slovaque de la Commission européenne Maroš Šefčovič et le chancelier allemand Olaf Scholz ont donc signé avec le président serbe Aleksandar Vučić un mémorandum dans lequel ils se sont engagés à soutenir la reprise de l'extraction du lithium en Serbie. Cela a déclenché une nouvelle vague de protestations. Le président Vučić, l'homme le plus puissant de Serbie, dont le parti au pouvoir est régulièrement accusé de réprimer les libertés civiles, a qualifié les manifestations d'écoterrorisme et de guerre hybride de l'Occident visant à renverser son gouvernement.

Les protestations serbes contre l'extraction du lithium sont devenues cet été un sujet d'intérêt pour les médias slovaques également. Cependant, ils les ont couvertes comme un sujet exclusivement

étranger, apparemment sans lien avec la politique économique slovaque. Pourtant, c'est aussi la politique économique slovaque qui porte la responsabilité de l'approfondissement du conflit concernant l'extraction du lithium en Serbie, ce qui nous oblige à réfléchir sur le sens de la solidarité dans le contexte de la crise écologique mondiale et de la nécessaire transition vers une économie bas carbone.

L'impérialisme écologique au XXI^e siècle

Le géant minier anglo-australien Rio Tinto, deuxième plus grande société minière au monde, est apparu pour la première fois en Serbie en 2004 à la suite de la libéralisation de l'économie par le gouvernement réformiste de Zoran Djindjić. Après l'égalisation des droits entre investisseurs nationaux et étrangers, Rio Tinto a reçu du cabinet serbe l'autorisation d'explorer la présence de matières premières stratégiques dans le pays, ce qui a conduit en 2006 à la découverte d'énormes gisements de lithium dans la vallée de Jadar en Serbie occidentale.

Il a fallu dix ans avant que Rio Tinto ne demande l'autorisation de construire une mine de lithium. Le gouvernement serbe la lui a accordée en 2017. Juste avant le début de la construction, en novembre 2020, la population de la vallée de Jadar a commencé à protester contre la mine. Ils craignaient la pollution de l'environnement, et leurs craintes étaient étayées par plusieurs études. Les locaux, dont les terres se trouvaient directement sur le territoire où la mine devait être construite, ne voulaient pas les perdre. De plus, en 2021, le gouvernement serbe a modifié la loi sur l'expropriation, facilitant ainsi le processus d'expropriation des terres pour les projets d'« importance stratégique ».

Le sentiment général que le gouvernement serbe, en autorisant l'extraction du lithium, avait privilégié les intérêts d'une société multinationale par rapport à la sécurité et à la certitude de ses propres citoyens, a conduit à des protestations. Elles se sont rapidement répandues à travers la Serbie, de nombreux manifestants commençant à lier la protection de l'environnement à la complaisance excessive du gouvernement serbe envers les investisseurs étrangers. En janvier 2022, le cabinet serbe a finalement annoncé l'arrêt de la construction de la mine sous la pression des manifestations (et aussi en vue des élections parlementaires à venir).

Cependant, la guerre en Ukraine, les tensions croissantes entre l'Europe et la Chine et la nécessité d'accélérer la transition vers une économie bas carbone ont forcé l'Union européenne à chercher des moyens d'augmenter la résilience de ses chaînes d'approvisionnement. Bien que le lithium ne soit pas un métal rare, il n'est actuellement extrait que dans une dizaine de pays, quatre pays - le Chili, l'Argentine, la Chine et l'Australie - produisant presque tout le lithium fourni mondialement. Cela a également contribué ces dernières années à l'intérêt européen accru pour les ressources serbes. En septembre 2023, le vice-président de la Commission européenne pour le Pacte vert pour l'Europe, Šefčovič, a signé à huis clos un mémorandum avec le président serbe Vučić sur la relance des plans de construction d'une mine de lithium en Serbie - cette fois avec le soutien explicite de l'Union européenne.

Le public serbe n'a appris cet accord qu'en décembre 2023 grâce à un reportage du quotidien serbe Danas. En juillet de cette année, le gouvernement serbe et la Commission européenne ont également officiellement confirmé leur intérêt à relancer l'extraction du lithium en coopération avec l'industrie européenne. Cette décision a déclenché une nouvelle vague de protestations qui ont frappé la Serbie pendant l'été, mais cette fois sans aucun signe que le gouvernement serbe céderait à la voix de la rue. Au contraire, des rapports ont fait état de la détention de certains activistes par la police serbe, de perquisitions dans leurs appartements, voire d'accusations de terrorisme.

Aujourd'hui, en raison de l'intérêt international agressif pour le lithium de Jadar, nous pouvons considérer la Serbie comme la ligne de front de l'impérialisme écologique en Europe. Le terme d'impérialisme écologique n'est pas nouveau, pas plus que le phénomène qu'il désigne. Déjà dans les

années 1980, l'historien américain Alfred Crosby a formulé ce terme pour décrire l'impact dévastateur du colonialisme européen sur les écosystèmes dans lesquels les Européens ont commencé à apporter leurs animaux, plantes et virus depuis la fin du XV^e siècle. Le sociologue marxiste John Bellamy Foster a repris ce terme au début de ce siècle, mais lui a donné une signification légèrement différente. Foster a relié le concept d'impérialisme écologique au concept de la « rupture métabolique » (Metabolic Rift), qui décrit la façon dont le capitalisme détruit les ressources naturelles sans égard pour leur renouvelabilité et perturbe ainsi le « métabolisme » écologique entre l'homme et la nature. Foster a attribué les fondements de la théorie de la rupture métabolique à Marx lui-même, qui avait souligné l'impact de l'agriculture capitaliste intensive sur le déclin de la fertilité des sols en Europe. Foster a relié l'analyse de Marx sur la rupture métabolique dans l'agriculture à la bataille pour le guano en Amérique du Sud et dans le Pacifique au XIX^e siècle entre les puissances impériales de l'époque, montrant ainsi que le pillage des ressources naturelles (dans ce cas, le sol) dans le cœur géographique du capitalisme industriel précoce avait déjà conduit il y a deux cents ans à la nécessité de chercher des ressources naturelles alternatives dans les régions de la périphérie mondiale.

Le concept d'impérialisme écologique tel que formulé par Foster peut nous aider à décrire la trajectoire actuelle de la transition vers une économie bas carbone, qui approfondit aujourd'hui les relations de pouvoir inégales entre les pays riches du Nord global et les pays plus pauvres de la périphérie mondiale. Alors que les pays du Nord global peuvent aujourd'hui se vanter de réduire leurs émissions et de nettoyer l'air urbain grâce au soutien aux véhicules électriques ou à l'énergie solaire, une telle transformation « verte » est liée à une demande croissante de matières premières minérales dans les pays périphériques. L'extraction de nombreuses matières premières minérales conduit à la destruction de l'environnement et à la déstabilisation de la vie de la population locale. Elle a également un impact négatif sur le développement économique des pays concernés, car la majorité des bénéfices retourne aux États du Nord global où sont basées les sociétés multinationales réalisant l'extraction. Néanmoins, l'impérialisme écologique n'est souvent pas imposé par la force à l'État périphérique lui-même. Au contraire, les États du Nord global et les entreprises qui y sont basées coopèrent généralement avec les politiciens locaux prêts à créer les conditions pour l'extraction des matières premières minérales et à réprimer la résistance locale - en échange d'avantages personnels ou politiques.

Cependant, l'impérialisme écologique en Serbie ne devrait pas être uniquement un sujet d'intérêt académique pour le lectorat slovaque. Il s'avère que la politique économique slovaque est liée à l'extraction du lithium en Serbie, non seulement par le commissaire européen slovaque au Pacte vert pour l'Europe Šefčovič, mais aussi par des parties de l'industrie slovaque travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement slovaque. Par conséquent, la solidarité avec les habitants de Serbie qui protègent leur environnement contre les sociétés multinationales doit également inclure une confrontation avec le modèle néolibéral de politique économique qui domine en Slovaquie.

Terre serbe, traces slovaques

En 2019, quatre ans après son retour de l'étranger où il avait construit une carrière réussie en tant qu'investisseur, Marián Boček a fondé la start-up technologique slovaque InoBat. L'objectif était de construire une chaîne complète pour la production de batteries : de la production de cellules de batteries jusqu'au recyclage et à la conception de batteries entièrement fonctionnelles pour les véhicules électriques. Boček a passé de longs mois à rencontrer des investisseurs et des politiciens dans le but d'obtenir des financements pour la construction d'un centre de recherche. Il y est parvenu en février 2020 auprès du gouvernement de Peter Pellegrini (alors Smer, plus tard Hlas), qui a soutenu InoBat à hauteur de cinq millions d'euros. La subvention d'État a aidé Boček à attirer d'autres investisseurs, dont Rio Tinto.

Dès le début, Boček a présenté InoBat comme un partenaire clé dans la transition européenne vers une économie bas carbone. Déjà lors de l'événement Tatra Summit en 2018, il a réussi à établir un contact avec Šefčovič, qui était alors commissaire européen à l'énergie et plus tard vice-président de la Commission européenne pour le Pacte vert pour l'Europe, devenant un supporter d'InoBat. L'entreprise s'est rapidement établie comme un acteur clé dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, ce qui a permis à Boček d'obtenir deux millions d'euros supplémentaires de sources européennes en 2021.

En septembre 2023, deux jours après l'accord secret entre Šefčovič et Vučić sur la reprise de l'extraction du lithium en Serbie, InoBat a annoncé un accord avec le gouvernement serbe pour la construction d'une usine de production et de recyclage de batteries dans la commune serbe de Cuprija. Bien qu'il ne soit pas clair si Boček était au courant de l'accord de septembre entre la Commission européenne et le gouvernement serbe, il ne fait aucun doute que cet investissement est devenu plus attractif grâce à la reprise potentielle de l'extraction du lithium en Serbie. La valeur des avantages que le gouvernement serbe a offerts à InoBat pour la construction et l'exploitation de l'usine s'élève à 419 millions d'euros.

Il est aujourd'hui évident que le nouveau gouvernement slovaque considère la Serbie comme un partenaire stratégique dans le cadre de sa politique étrangère basée sur la « diplomatie économique ». En témoigne également la visite d'octobre du ministre slovaque des Affaires étrangères Juraj Blanár (Smer) en Serbie, au cours de laquelle il a rencontré des membres éminents du gouvernement serbe, ainsi que le président Vučić lui-même. Blanár a désigné comme l'un des principaux objectifs de la visite non seulement le soutien aux entreprises slovaques opérant en Serbie, mais aussi l'attraction d'autres investisseurs slovaques intéressés par l'exploitation des « opportunités offertes » par la Serbie, y compris dans le domaine des énergies renouvelables.

Cependant, la Serbie est loin d'être le seul pays où les investisseurs voient des opportunités de profit dans la transition vers une économie bas carbone. En janvier 2023, InoBat a conclu un accord avec le principal fournisseur de cellules de batteries pour Volkswagen, la société chinoise Gotion Hi-Tech,

Je vais traduire ce texte du slovaque vers le français en maintenant fidèlement le sens et le style.

InoBat a pour objectif de concevoir et d'assembler des batteries. InoBat et Gotion ont annoncé au cours de l'année leur projet de construire une usine de cellules de batteries à Šurany, dans le sud-ouest de la Slovaquie. La construction de l'usine de batteries a également été soutenue en octobre 2023 par le nouveau gouvernement slovaque, qui y a investi 12 millions d'euros en janvier de cette année. Cependant, l'usine de batteries prévue à Šurany pourrait avoir des impacts négatifs sur l'environnement, notamment une possible pollution de l'eau et du sol locaux. Pour cette raison, mais aussi en raison des craintes d'importation de main-d'œuvre bon marché de l'étranger, elle s'est heurtée à l'opposition des habitants.

La solidarité dans le contexte de la crise écologique mondiale

L'un des défis auxquels la société civile slovaque est confrontée est de comprendre la relation problématique entre la politique économique slovaque et l'extraction du lithium dans la vallée de Jadar. Le soutien du gouvernement slovaque à InoBat pourrait être considéré comme un exemple typique de la façon dont une petite économie semi-périphérique comme la Slovaquie devrait progresser dans la chaîne de valeur mondiale tout en jouant un rôle positif dans la transition vers une économie bas carbone.

Dans la conception libérale comme social-démocrate, le soutien à l'industrie est le fondement d'une économie en croissance. Une économie en croissance conduit à son tour à la création d'emplois,

augmentant ainsi le niveau de vie et les revenus de l'État. C'est aussi la raison pour laquelle le Premier ministre Robert Fico (Smer) a récemment approuvé les plans du ministre de la Défense Robert Kaliňák (Smer) pour relancer l'industrie slovaque de l'armement, malgré l'orientation pacifique déclarée du gouvernement slovaque. Mais une croissance infinie et inconditionnelle est-elle éthiquement défendable, globalement équitable et durable à long terme ? Est-ce ainsi que devraient être mesurés le succès d'une économie et d'une politique gouvernementale ?

L'extraction agressive du lithium, comme nous pouvons l'observer aujourd'hui en Serbie, est l'un des signes du capitalisme « vert ». Le capitalisme « vert », un oxymore pour beaucoup, se caractérise par l'effort de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais sans aucun changement du modèle économique basé sur le profit et une consommation en croissance infinie. On ne peut exclure qu'un tel capitalisme « vert » soit un jour capable de réduire les émissions mondiales, bien que cela soit discutable au vu des données actuelles. Si cela réussit, ce sera au prix d'une nouvelle exploitation dévastatrice des ressources naturelles et d'impacts négatifs sur l'environnement dans la périphérie mondiale, loin des regards des populations du Nord global.

Il faut admettre ici qu'une transition juste vers une économie bas carbone ne sera pas non plus possible sans l'extraction de matières premières, y compris le lithium. Il est toutefois important de distinguer entre une extraction durable et socialement équitable, qui se déroule avec le consentement et sous le contrôle de la population locale, et une extraction agressive par des entreprises multinationales qui ne tiennent pas compte des populations et de leur environnement. Rio Tinto a été accusé, rien qu'au cours des 20 dernières années, d'intimidation de ses employés, de pollution environnementale, de violations des droits de l'homme et de destruction de sites sacrés autochtones.

C'est précisément la façon dont Rio Tinto, le gouvernement serbe et la Commission européenne opèrent en Serbie (mais pas seulement en Serbie) qui nous oblige à aborder avec scepticisme les promesses du capitalisme « vert » et à chercher des moyens d'exprimer notre solidarité avec les personnes qui luttent contre une transition injuste vers une économie bas carbone. Aucune activité économique sur le territoire slovaque - même si elle est orientée vers le développement de technologies « vertes » - ne devrait être liée à des pratiques d'extraction immorales. Actuellement, cependant, l'économie nationale (c'est-à-dire les décisions concernant les investissements) est largement entre les mains des entrepreneurs. Pour qu'une production éthique soit possible, il faudra démocratiser radicalement toutes les sphères de la vie sociale, y compris la sphère économique.

Le lien slovaque avec l'extraction du lithium en Serbie montre également que la solidarité avec les personnes au-delà des frontières slovaques ne doit pas aller à l'encontre des intérêts du public slovaque, même si, dans le capitalisme, les intérêts du secteur privé sont idéologiquement dépeints comme identiques aux intérêts des gens ordinaires. Au contraire, l'usine de batteries prévue à Šurany, dont la construction et l'exploitation (malgré les garanties des investisseurs InoBat et Gotion concernant le respect de la législation environnementale applicable) comportent des risques considérables pour l'environnement local, est une preuve supplémentaire que le secteur privé ne connaît aucune limite dans sa quête de profit. En d'autres termes, une politique économique basée sur la croissance et le profit n'est pas un combat entre « nous » ici et « eux » là-bas. En fin de compte, nous en deviendrons aussi les victimes.

La réponse aux défis liés à la crise écologique en cours ne peut pas être l'idéalisation de l'intouchabilité de la nature. Même une économie durable ne peut se passer de ressources naturelles, y compris de métaux comme le lithium. Cependant, nous ne devons pas succomber à l'illusion que le progrès technologique, sous forme de remplacement des combustibles fossiles par l'énergie électrique, nous permettra de maintenir notre trajectoire actuelle de consommation sans dévaster l'environnement et approfondir les inégalités mondiales. La solidarité dans le contexte de la

crise écologique doit signifier la confrontation avec les modes dominants de production, de distribution et de consommation et leurs impacts sur la population de la planète.

Jakub Bokes

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Kapitál

<https://kapital-noviny.sk/slovenske-zaujmy-v-jadarskom-udoli/>